



L'ESG crée de nouveaux métiers dans les sociétés de gestion

Derrière l'appellation barbare de Chief Sustainability Officer se cache une fonction désormais à part entière dans l'univers du capital-investissement. 46 %. C'est la part des sociétés de gestion françaises qui employaient, en 2023, au moins une personne dédiée à l'ESG (1). Elles n'étaient que 34 % l'année précédente. Cette statistique, si elle semble peu élevée, traduit la nécessité pour les fonds d'améliorer leurs performances extra-financières. Et cela passe notamment par le recrutement de salariés dédiés aux questions ESG – souvent appelés Chief Sustainability Officer, CSO.

« Les fonds ont commencé à s'intéresser à l'ESG en 2016, après la COP 21, avec quelques pionniers positionnés sur cette thématique ou de gros acteurs qui ont constitué des équipes. Mais cela s'est nettement accéléré il y a deux ans, où avoir une personne dédiée à l'ESG est devenu mainstream », observe Caroline Renoux, fondatrice et CEO du cabinet de recrutement Birdeo. Ce mouvement est d'abord poussé par la réglementation, mais aussi par la nécessaire prise en compte du risque climatique au moment de monter un LBO. Pouvoir accompagner ses participations dans leurs transitions sociale et environnementale devient alors un vrai facteur de différenciation et de croissance pour une société de gestion. Pour certains sous-traitants industriels, la décarbonation de leur activité est même une affaire de survie face à des donneurs d'ordre de plus en plus exigeants.

La taille déterminante

Autant de raisons pour les sociétés d'investissement, où les tâches liées à l'ESG étaient souvent distillées parmi les équipes, de créer un poste dédié. A l'image de Turenne Groupe, qui a accueilli en septembre Pauline Becquey. Elle se consacre à temps plein à cette thématique, là où son prédécesseur gérait, en plus, la communication. « Nous sommes récemment devenus entreprise à mission et avons besoin de formaliser les choses avec une personne dédiée aux questions ESG à plein temps en interne », justifie Christophe Deldycke, président du Directoire. « Mon rôle est de coordonner le travail des investisseurs avec leurs participations sur les questions ESG. Je vais par ailleurs les accompagner voir leurs entreprises en portefeuille lorsqu'une problématique particulière a été identifiée et requiert mon expertise et mettre en place avec eux le reporting extra-financier », explique la directrice ESG du groupe Turenne.

La forme que prend la structuration du métier varie beaucoup, notamment en fonction de la taille des GPs. « Les plus gros fonds vont avoir une équipe de plus de dix personnes tandis que les adhérents types de France Invest, plus petits, n'auront qu'un référent ESG ou une seule personne dédiée à ce sujet », en déduit ainsi Damien Brisemontier, responsable finance durable chez France Invest. Ainsi, selon Ethifinance, plus de 75 % des sociétés de gestion ayant plus d'1Md€ d'actifs sous gestion emploient au moins une personne dédiée à l'ESG, contre moins de 25 % des fonds qui gèrent moins de 100 M€. Tikehau, au global, dispose ainsi d'une équipe de dix personnes quand Ardian en compte quatorze et Capza quatre. Ceux qui assurent seuls leur fonction peuvent quant à eux s'appuyer sur une batterie de consultants, fournisseurs de recherche ESG et outils de reporting, dont les services fleurissent face à la forte demande.

Des couteaux suisses de l'ESG

Seul ou en équipe, le CSO couvre une large palette de fonctions. En plus du reporting extra-financier et de l'accompagnement des participations il s'occupe également des questions de compliance en lien avec les services juridiques, et parfois de la formation des équipes d'investissement aux questions sociales et environnementales. « En fonction de l'organisation du fonds, le CSO peut être présent au sein des comités d'investissement et avoir une influence dans la prise de décision d'investir », ajoute Damien Brisemontier.

Son recrutement revient donc à trouver un profil couteau suisse. « Les fonds cherchent des gens avec une expertise juridique, capables également de mettre en place des plans de décarbonation et d'activer un réseau d'experts », reconnaît Caroline Renoux. Les candidats retenus ont généralement plusieurs années d'expérience mais restent jeunes, entre 28 et 35 ans. Les fonds recherchent en effet des spécialistes ayant effectué toute leur carrière dans ce domaine – or la prise en compte des enjeux ESG dans les formations universitaires et les entreprises n'est que récente.

Ces professionnels sont souvent issus du monde du conseil ou du corporate, parfois directement du secteur de la finance, avec une formation d'école de commerce, des IEP, juridique ou d'ingénieur. D'autres sociétés de gestion – elles sont rares – ont choisi des profils plus scientifiques, à l'image d'Eiffel Investment Group. Son responsable ESG, Pierre-Philippe Crépin, a effectué un doctorat de physique quantique avant de rejoindre une société de conseil.

Création de valeur

La structuration d'un métier à part entière et l'émergence de profils originaux dans le monde autrefois purement financier du private equity ne signifient pas pour autant la division stricte des tâches. Au contraire, de nombreux fonds cherchent des investisseurs aguerris financièrement mais capables aussi de saisir les enjeux environnementaux et sociaux sources également de création de valeur.

(1) Panorama IR Private Equity & Dette privée réalisé auprès de 247 sociétés de gestion de portefeuilles actives dans les domaines du capital-investissement et de la dette privée en France.